



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Tensions commerciales

L'escalade entre les Etats-Unis et la Chine fait plonger les Bourses
Les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine entraînent une chute spectaculaire des Bourses. Le CAC 40 perd tous ses gains de l'année, avec des ... • (Page 08)

IA

L'Europe cherche toujours sa voie pour créer des géants mondiaux
S'affranchir de la dépendance numérique des Etats-Unis et, à cet effet, créer des champions français et européens... • (Page 08)

Faure Gnassingbé au 1er sommet mondial sur l'IA en Afrique • (Pages 03)

« Il faut construire notre souveraineté numérique »



Certification IGP

Le Riz de Kovié obtient l'Indication Géographique Protégée



Zone UEMOA
Stabilité macro-économique en janvier 2025

Le Bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO pour janvier 2025 révèle une dynamique contrastée dans ... • (Page 02)

Institution

Le Sénat togolais ouvre sa première session de l'année

Le Togo a franchi une étape majeure dans son évolution institutionnelle. Le jeudi 3 avril 2025, le Sénat a tenu sa première session ... • (Pages 04)

Paiements numériques

L'Afrique vise les 1 500 milliards de dollars d'ici 2030

Un nouveau rapport réalisé par Genesis Analytics pour Mastercard révèle que l'économie des paiements numériques en Afrique pourrait ... • (Page 06)

Salubrité

L'opération Togo propre relancée

« L'opération Togo propre », suspendue en raison des restrictions sanitaires liées à la Covid-19, a été relancée le samedi 5 avril sur toute l'étendue du territoire du pays. La mairie de la commune Golfe 2, en ... • (Page 11)



BOA Express
TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE ET SÉCURISÉ



5000
points de service en UEMOA
Également accessible sur Fappti



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



www.boatogo.com

BÉNIN • BURKINA FASO • CÔTE D'IVOIRE • MADAGASCAR • MALI • NIGER • RDC • RWANDA • SÉNÉGAL • TOGO

Zone UEMOA

Stabilité macroéconomique en janvier 2025

Le Bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO pour janvier 2025 révèle une dynamique contrastée dans l'espace UEMOA. Entre la hausse marquée des prix des matières premières exportées et une décélération de l'inflation, les signaux économiques confirment une stabilité globale malgré certaines tensions sur les marchés monétaires et interbancaires.

• Junior Aredola

En janvier 2025, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont enregistré de fortes hausses sur les marchés internationaux. Le cacao s'est envolé de +140,5 %, suivi du café (+76,5 %), de la noix de cajou (+62,5 %), de l'or (+33,1 %) et du caoutchouc (+25,9 %). Seule exception notable : le coton, dont le prix a chuté de 17,9 %. Du côté des produits alimentaires importés, l'indice des prix a continué sa tendance baissière avec un recul de 5,0 % en janvier, après une diminution de 3,5 % en décembre. Cette baisse est portée par le sucre (-14,1 %), le riz (-13,8 %) et le blé (-4,3 %), en dépit de hausses significatives des prix des huiles (+43,3 %) et du lait (+26,8 %). Sur le marché monétaire régional, le montant total du refinancement accordé par la BCEAO aux banques a diminué de 4,5 %, atteignant 9.022,2 milliards de FCFA. Le taux moyen pondéré des adjudications hebdomadaires reste stable à 5,50 %. En parallèle, le marché interbancaire enregistre une contraction notable, avec une baisse de 22,9 % du volume moyen hebdomadaire des échanges. Du côté des taux d'intérêt, le taux débiteur moyen dans l'Union est très légèrement en baisse à 6,81 %, tandis que les taux créditeurs des dépôts à terme augmentent à 5,37 %. Ces évolutions traduisent une prudence persistante dans les politiques monétaires, dans un contexte de stabilité globale.



Vigilance

L'envolée des prix des matières premières, notamment du cacao, pourrait être une aubaine pour les économies exportatrices de l'Union, renforçant les recettes d'exportation et l'attractivité des filières agricoles. Toutefois, la chute du coton et la volatilité des marchés internationaux incitent à la vigilance. Le repli des prix des denrées alimentaires importées est une bonne nouvelle pour les consommateurs et le pouvoir d'achat dans la zone UEMOA. Il contribue également à contenir l'inflation, qui reste dans la cible de la BCEAO, avec un taux annuel de 2,5 % en janvier. La baisse des volumes sur le marché interbancaire et du recours au refinancement suggère un resserrement des conditions de liquidité ou une prudence accrue des banques. Néanmoins, la stabilité des taux directeurs et des indicateurs de confiance, notamment le climat des affaires maintenu à 100,7, rassure quant à la résilience des économies de l'Union.

Consolidation macroéconomique

Ces performances économiques s'inscrivent dans un contexte régional marqué par une volonté de consolidation macroéconomique, après plusieurs années de chocs exogènes liés à la pandémie et aux tensions géopolitiques mondiales. Le maintien de l'inflation dans les normes, malgré la volatilité des prix des matières premières, illustre l'efficacité des politiques monétaires et la capacité d'adaptation des économies de l'UEMOA. L'indice de la production industrielle, en hausse de 10,5 %, ainsi que les chiffres positifs dans les services et le commerce, traduisent une dynamique de reprise toujours active. Cependant, les légers ralentissements observés dans certains segments appellent à une gestion prudente de la croissance, pour éviter tout déséquilibre structurel. En somme, janvier 2025 marque un mois de stabilité encourageante pour l'UEMOA, avec des opportunités à saisir dans les filières exportatrices, tout en gardant un œil attentif sur les signaux de ralentissement dans les échanges interbancaires et certains secteurs tertiaires.

AUX DECIDEURS ...

L'heure de la souveraineté numérique a sonné

Il souffle un vent nouveau sur le continent africain. À Kigali, lors du premier Global AI Summit on Africa, les 3 et 4 avril 2025, l'Afrique a posé les jalons d'une ambition technologique à sa mesure. Et dans cette dynamique prometteuse, la voix du président togolais Faure Essozimna Gnassingbé a résonné avec une clarté rare : l'Afrique ne peut se permettre d'être spectatrice de la révolution de l'intelligence artificielle – elle doit en être actrice, bâtisseuse, stratège. Ce sommet inédit, organisé par le Centre pour la quatrième révolution industrielle, le ministère rwandais des TIC et de l'Innovation, avec l'appui du Forum économique mondial, a cristallisé les attentes et les espoirs d'un continent jeune, connecté et prêt à réinventer son futur. Mais au-delà des discours technophiles, l'intervention du président togolais a recentré le débat sur l'essentiel : la souveraineté numérique. Maîtriser les données, construire des infrastructures solides, édicter nos propres normes. Voilà les trois piliers d'un futur africain où l'IA ne serait pas un luxe réservé aux puissants, mais un levier de transformation profonde et inclusive. Une vision réaliste, sélective, centrée sur des secteurs cruciaux tels que la santé, l'éducation et l'agriculture — là où les besoins sont urgents et les bénéfices immédiats. Le message est limpide : l'IA ne doit pas creuser les inégalités, mais bien les réduire. Elle ne doit pas marginaliser, mais inclure.

Dans un monde où les géants technologiques dictent les standards, où les rapports de force se redessinent autour de la maîtrise des algorithmes et des infrastructures, l'Afrique n'a pas le droit de rester une terre d'expérimentation ou de simple consommation. Elle doit être force de proposition, définir sa propre trajectoire, selon ses réalités, ses priorités, ses valeurs.

Faure Gnassingbé, par son discours clairvoyant et structurant, rappelle que cette révolution numérique ne sera bénéfique que si elle s'accompagne d'une politique d'inclusion, d'équité et de protection des ressources stratégiques africaines : sa jeunesse, sa richesse culturelle, son potentiel humain inestimable. À Kigali, c'est donc une Afrique lucide et ambitieuse qui s'est exprimée.

Le sommet a ainsi été plus qu'un rendez-vous technologique. Il fut un acte fondateur, une prise de parole collective face à un avenir qui ne peut se construire sans intelligence – humaine d'abord, artificielle ensuite. Car, comme l'a souligné avec justesse le chef de l'État togolais, l'IA ne doit pas être une fin en soi. Elle doit être un moyen, un outil au service d'un développement maîtrisé, durable et profondément africain.

L'histoire retiendra peut-être que c'est à Kigali, en avril 2025, qu'a commencé une autre manière de penser l'innovation sur notre continent. Une innovation enracinée dans nos réalités, portée par notre vision, et dirigée vers un futur que nous aurons, enfin, choisi nous-mêmes.

M.T

Image du jour

TOGO : TOP 5 DES NATIONALITÉS ÉTRANGÈRES QUI ONT LE PLUS CRÉÉ D'ENTREPRISES EN 2024



2 548 entités formalisées par des non-nationaux.

RANG	PAYS	NOMBRE D'ENTREPRISES
1	BÉNIN	505
2	NIGER	412
3	NIGERIA	394
4	BURKINA FASO	172
5	GHANA	142

Source : Centre de formalités des entreprises (CFE)

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Faure Gnassingbé au 1er sommet mondial sur l'IA en Afrique

« Il faut construire notre souveraineté numérique »

Le Centre pour la quatrième révolution industrielle et le ministère des TIC et de l'Innovation du Rwanda, en collaboration avec le Forum économique mondial, ont organisé le premier Sommet mondial sur l'IA en Afrique à Kigali, les 3 et 4 avril 2025. Hôte d'honneur, le président togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, a marqué les esprits par un discours fort appelant à la souveraineté numérique de l'Afrique. Pour le Chef de l'Etat, les pays africains doivent bâtir des stratégies réalistes, basées sur les données, les infrastructures et les normes, afin d'adapter intelligemment l'IA aux besoins du continent.

• Joël Yanclou

Le Global AI Summit on Africa, première rencontre de cette envergure dédiée à l'Intelligence artificielle sur le continent, s'est tenu dans la capitale rwandaise avec la participation de nombreux leaders politiques, investisseurs, innovateurs et chercheurs venus des quatre coins du globe. Le thème de cette édition – « L'IA et le dividende démographique de l'Afrique : réimaginer les opportunités économiques pour la main-d'œuvre africaine » – a développé les enjeux liés à l'essor technologique du continent. Invité d'honneur, le président Faure Essozimna Gnassingbé a partagé une vision pragmatique et lucide du développement de l'IA en Afrique. Convaincu que le



continent doit éviter une dépendance technologique aux plateformes étrangères, il a insisté sur la construction d'une souveraineté numérique basée sur trois piliers essentiels : la maîtrise des données, la mise en place d'infrastructures solides et la définition

de normes propres au continent.

Une approche stratégique, réaliste et sélective,

Le chef de l'État togolais prône une approche stratégique, réaliste et sélective, qui capitalise sur les secteurs prioritaires : la santé, l'éducation et l'agriculture. Ces domaines, dit-il, doivent être les premiers à bénéficier des avancées de l'IA pour produire un effet de levier immédiat sur les conditions de vie des populations africaines. Cette vision

s'accompagne d'un appel à la protection des atouts stratégiques de l'Afrique, notamment sa jeunesse dynamique, ses ressources naturelles et son incroyable richesse linguistique et culturelle. Le président Faure Gnassingbé souligne que l'IA, loin d'être un luxe technologique, peut et doit être un moteur de transformation inclusive, en intégrant aussi bien les zones rurales que les acteurs de l'économie informelle. Il met également en garde contre une fracture numérique grandissante qui pourrait marginaliser certaines couches de la société si une politique d'équité et d'inclusion n'est pas mise en œuvre dès maintenant.

L'Afrique doit définir sa propre trajectoire

Ce plaidoyer intervient dans un contexte mondial marqué par une accélération sans précédent du développement de l'IA, mais aussi par une réorganisation des rapports de force géopolitiques autour du numérique. Face aux puissances technologiques que sont les États-Unis, la Chine ou l'Europe, l'Afrique doit définir sa propre trajectoire et affirmer sa sou-

veraineté pour ne pas rester un simple marché passif. À ce titre, la participation active du président Faure Gnassingbé à ce sommet s'inscrit dans sa politique constante de promotion de l'innovation, de l'inclusion sociale et de la transformation numérique au Togo et en Afrique. Le président rwandais Paul Kagamé, hôte de l'événement, ainsi que Mahamoud Ali Youssouf, nouveau président de la Commission de l'Union africaine, ont salué cette approche lucide et structurée qui mise sur la capacité du continent à se réinventer à travers l'intelli-

gence artificielle.

Une opportunité historique

L'Intelligence artificielle représente pour l'Afrique une opportunité historique de transformation sociale et économique. Mais comme l'a souligné le président togolais, cette révolution ne sera bénéfique que si elle est guidée par une vision souveraine, inclusive et adaptée aux réalités africaines. Le sommet de Kigali aura été un moment clé pour poser les premiers jalons d'une gouvernance africaine de l'IA.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dettes publiques (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Certification IGP

Le Riz de Kovié obtient l'Indication Géographique Protégée

Le Togo valorise son patrimoine agricole avec la certification officielle du riz de Kovié en tant qu'Indication Géographique Protégée (IGP). La cérémonie de remise du certificat s'est déroulée le 3 avril 2025, à Kovié, localité située à environ 40 kilomètres de Lomé, la capitale togolaise.

● Joël Yanclou

L'événement a rassemblé une foule importante constituée de producteurs locaux, d'autorités traditionnelles et de représentants gouvernementaux. M. SIKPA Atsouvi Yawo, représentant la ministre de l'Industrie et de la promotion des investissements du Togo, a reçu le précieux certificat des mains de M. Denis BOHOSSOU, Directeur Général de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI), avant de le transmettre symboliquement au président de l'Association pour la Promotion et la Protection de l'IG riz de Kovié (APIG). Un autre moment fort de la cérémonie a été la remise du logo IGP au président du Comité National des IG (CNIG) du Togo, M. FEOU Bilakimwé. Ce logo servira désormais d'outil officiel de contrôle, d'étiquetage, de commercialisation et de défense du produit sur les marchés.



international

La présence de Mme Alexandra Grazioli, Directrice du système de Lisbonne et représentante du Directeur Général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), a souligné l'importance internationale de cette reconnaissance. Mme Grazioli a également animé des ateliers techniques visant à former les membres de l'APIG et du CNIG sur la gestion pérenne des IGP, couvrant les aspects techniques, juridiques et professionnels essentiels à la réussite de cette démarche.

Développement économique local

Accompagnement



Cette certification IGP représente l'aboutissement d'un partenariat fructueux entre l'OAPI, l'OMPI et la République populaire de Chine pour la promotion des indications géographiques dans la zone OAPI. Elle ouvre de nouvelles perspectives pour la promotion du riz de Kovié aux échelles, nationale, régionale et internationale. L'enthousiasme manifesté lors de cette cérémonie reflète la fierté des riziculteurs et rizicultrices de Kovié, pour qui cette reconnaissance constitue une opportunité d'amélioration significative de leurs conditions de vie. Le Directeur Général de l'OAPI a exprimé le souhait que cette première IGP togolaise inspire la labellisation d'autres produits emblématiques du pays, promettant le soutien continu de son organisation pour assurer le rayonnement et la durabilité de cette nouvelle certification.

17ème IGP de l'espace OAPI

Avec cette certification, le riz de Kovié rejoint la liste prestigieuse des 17 produits bénéficiant d'une IGP dans l'espace OAPI. Cette céréale distinctive, légèrement parfumée, de forme fusiforme et de couleur blanchâtre laiteuse à l'état cru qui devient entièrement blanche à la cuisson, est cultivée dans la fertile vallée du Zio. Cette reconnaissance officielle marque non seulement une avancée importante pour l'agriculture togolaise, mais constitue également un modèle de valorisation du patrimoine agricole africain, démontrant comment les mécanismes de propriété intellectuelle peuvent contribuer concrètement au développement économique local.

Institution

Le Sénat togolais ouvre sa première session de l'année

Le Togo a franchi une étape majeure dans son évolution institutionnelle. Le jeudi 3 avril 2025, le Sénat a tenu sa première session ordinaire à Lomé, scellant ainsi l'ancrage du bicaméralisme dans le paysage politique du pays, conformément à la nouvelle Constitution de la Vème République.

● Wilson Lawson

La cérémonie d'ouverture, présidée par Barry Moussa Barqué, président de la nouvelle institution parlementaire, s'est tenue en présence de nombreuses personnalités, dont le Premier ministre et le Président de l'Assemblée nationale. Elle marque le démarrage officiel des travaux de la seconde chambre du Parlement, au lendemain de la constitution du bureau sénatorial et de l'adoption de son règlement intérieur. Dans son discours, Barry Moussa Barqué a salué un moment « porteur d'espoir », tout en appelant les sénateurs à œuvrer pour une institution efficace, inclusive et responsable. Il a insisté sur la formation rapide des groupes parlementaires, moteurs essentiels de la représentation démocratique au sein de la chambre haute : « Ils devront refléter la richesse de nos convictions, la pluralité de nos idées et l'éner-



gie vitale qui anime notre République. » L'entrée en fonction du Sénat marque un tournant institutionnel important pour le Togo. Elle donne corps à une volonté de renforcement du cadre démocratique et de consolidation de l'État de droit, en équilibrant le pouvoir législatif avec deux chambres distinctes : l'Assemblée nationale et désormais le Sénat. Cette réforme devrait permettre une meilleure prise en compte de la diversité des sensibilités politiques et territoriales. En insistant sur la responsabilité collective des sénateurs et la nécessité

de faire de cette nouvelle chambre un espace d'expression pluraliste, le président du Sénat pose les jalons d'un fonctionnement fondé sur la concertation et l'efficacité. L'ouverture de cette première session s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre des institutions prévues par la nouvelle Constitution de la Vème République togolaise. Elle intervient quelques semaines après la promulgation du texte fondamental, qui introduit plusieurs réformes majeures, dont le passage au bicaméralisme. La prochaine étape cruciale de cette transition institutionnelle est la convocation du Congrès, qui réunira les deux chambres du Parlement pour l'élection du futur Président de la République. Une échéance politique de taille, qui confirmera la nouvelle configuration du pouvoir et dessinera les contours du Togo de demain.



Accès à l'eau potable

Le Togo fait une mise à jour de son objectif pour 2025

Le Togo révisé à la baisse son objectif d'accès à l'eau potable. Initialement fixé à 85 % d'ici à fin 2025, le taux de couverture nationale visé est réajusté à 72 %, soit une réduction de 13 points de pourcentage. Cette révision est rapportée dans le Budget du citoyen publié récemment par le ministère de l'économie et des finances.

Le pays a pourtant enregistré une légère progression à la clôture de l'année 2024 avec un taux de couverture de 70 %, contre 69 % en 2023. Selon le document officiel consulté par Togo First, le taux de desserte en milieu rural devrait atteindre 79 % en 2025, contre 76,51 % l'année précédente. En milieu semi-urbain, il devrait passer de 60 % à 63 %, tandis qu'en zone urbaine, la couverture progresserait de 72 % à 79 %. Pour atteindre ces objectifs, plusieurs projets qui sont déjà en cours devraient être poursuivis. Ainsi, l'exécutif prévoit la construction de 388 forages équipés de pompes à motricité humaine (PMH) dans les régions de la Kara et des Savanes, pour un coût



estimé à 3 milliards FCFA. À cela s'ajoute l'installation de 205 postes d'eau autonomes (PEA), nécessitant un investissement d'environ 4 milliards FCFA. Si des détails n'ont pas été fournis concernant cette révision à la baisse, l'objectif d'une couverture universelle d'ici

à 2030, demeure en ligne de mire. Dans cette veine, pour l'année 2025, le gouvernement entend poursuivre ses efforts avec un budget prévisionnel de 19 milliards FCFA, inscrit dans la loi de finances en cours d'exécution.

Avec Togo First

Déclaration africaine sur l'intelligence artificielle

Le premier Sommet mondial sur l'IA en Afrique s'est achevé par l'annonce de la Déclaration africaine sur l'intelligence artificielle, un tournant décisif pour l'avenir de l'IA en Afrique. Cette déclaration vise à : Exploiter le potentiel de l'IA pour stimuler l'innovation et la compétitivité afin de faire progresser les économies, les industries et les sociétés africaines ; Positionner l'Afrique comme un leader mondial de l'adoption d'une IA éthique, fiable et inclusive ; Favoriser la conception, le développement, le déploiement, l'utilisation et la gouvernance durables et responsables des technologies de l'IA en Afrique.



The Africa Declaration on Artificial Intelligence La Déclaration Africaine sur l'Intelligence Artificielle

1. Préambule

CONSIDÉRANT que des dirigeants d'Afrique se sont réunis à Kigali, au Rwanda, le 4 avril 2025.

RECONNAISSANT le potentiel transformateur de l'Intelligence Artificielle (IA) tel que décrit, et en alignement avec la Stratégie Continentale de l'Union Africaine sur l'IA, le Schéma Directeur de Smart Africa sur l'AI pour l'Afrique, le Cadre de Politique de Données de l'UA, la Convention de l'UA sur la Cybersécurité et la Protection des Données Personnelles, et le Pacte Numérique Mondial des Nations Unies.

TENANT COMPTE des résultats fondamentaux établis lors des Sommets sur l'IA organisés à Bletchley Park, Séoul, et Paris.

RECONNAISSANT les opportunités, risques, et défis uniques que l'IA présente pour notre continent et le rythme exponentiel de développement et d'adoption.

RÉAFFIRMANT notre engagement envers l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

NOUS PRÉSENTONS PAR LA PRÉSENTE la déclaration suivante :

2. Principes Directeurs et Objectifs

2.1. Principes Directeurs

2.1.1. La souveraineté, l'inclusivité, et la diversité dans la conception et le déploiement de l'IA africaine devraient bénéficier à toutes les communautés africaines et refléter les priorités stratégiques, les valeurs partagées, et les divers contextes culturels de l'Afrique.

2.1.2. Des mesures de protection doivent être mises en œuvre pour prévenir les préjudices et protéger la vie privée, l'éthique, la transparence, et l'explicabilité tout en donnant la priorité à la dignité humaine, aux droits, aux libertés, et à la durabilité environnementale.

2.1.3. La collaboration régionale, mondiale, et public-privé est essentielle pour prioriser et investir dans les capacités et infrastructures nationales, assurant la durabilité à long terme et la croissance inclusive des technologies d'IA en Afrique.

2.2. Objectifs

2.2.1. Exploiter le potentiel de l'IA pour stimuler l'innovation et la compétitivité afin de faire progresser les économies, les industries, et les sociétés africaines.

2.2.2. Positionner l'Afrique comme un leader mondial dans l'adoption d'une IA éthique, fiable, et inclusive.

2.2.3. Favoriser la conception, le développement, le déploiement, l'utilisation, et la gouvernance durables et responsables des technologies d'IA en Afrique.

3. Engagements clés

3.1. Talent

3.1.1. Nous développerons un véhicule permettant de créer et retenir des praticiens de l'IA capables de répondre aux besoins du continent en mettant en place :

3.1.1.1. Des initiatives d'éducation à l'IA à l'échelle du continent avec le développement de programmes scolaires pour les jeunes à tous les niveaux

3.1.1.2. Des programmes adaptés d'établissements d'enseignement supérieur qui fournissent des compétences en IA compétitives au niveau mondial

3.1.1.3. Une capacité accrue de recherche en IA dans les établissements d'enseignement supérieur en renforçant les programmes de doctorat en Afrique et en développant la capacité de recherche grâce à des partenariats internationaux stratégiques

3.1.1.4. Des programmes qui informeront et habiliteront les citoyens à connaître les avantages et les risques de l'IA grâce à des formations de sensibilisation et d'alphabétisation à l'IA.

3.1.2. Nous approuvons la création d'un Panel Scientifique Africain sur l'IA, qui sera composé d'experts en IA d'Afrique et de la diaspora, pour promouvoir une recherche contextuelle pertinente et fondée sur des preuves sur les risques, les opportunités, et l'impact socio-économique de l'IA en Afrique, fournissant une base de connaissances pour les décideurs politiques, les chercheurs, et les praticiens.

3.2. Données

3.2.1. Nous établirons un cadre pour les ensembles de données ouvertes africaines et les modèles d'IA ouverts, facilitant la collecte, la numérisation, et l'interopérabilité des ensembles de données clés dans des secteurs critiques, tels que la santé, l'agriculture, l'éducation, et la résilience et l'adaptation climatiques.

3.2.2. Conformément au Cadre de Politique de Données de l'UA, aux lois nationales sur la protection des données, et aux meilleures pratiques mondiales, nous développerons des mécanismes robustes de gouvernance des données, assurant la sécurité et la confidentialité grâce à des formats de données standardisés, des métadonnées, des protocoles d'échange et des normes de chiffrement.

3.2.3. Pour sauvegarder les données africaines, nous intégrerons des pratiques et des systèmes de données qui favorisent la diversité, l'inclusion, la protection des consommateurs, et les droits de propriété intellectuelle conduisant à des avantages équitables et des résultats justes pour tous.



3.3. Infrastructure de Calcul

3.3.1. Nous assurerons le déploiement d'une infrastructure de calcul souveraine distribuée soutenant toutes les régions du continent.

3.3.2. Nous veillerons à ce que les facilitateurs de l'écosystème, y compris les institutions académiques, les centres de recherche et les startups, aient accès à des ressources de calcul de haute performance ("high-performance computing" ou HPC) abordables.

3.3.3. Nous établirons des centres de données régionaux avec HPC connectés par un réseau continental à haute vitesse et mettrons en place des mesures de cybersécurité robustes pour sauvegarder l'intégrité des données et la résilience, optimisant les ressources de calcul avec une empreinte carbone minimale.

3.4. Marché

3.4.1. Nous établirons des pôles régionaux d'incubation et de développement de l'IA qui soutiennent l'innovation africaine en IA avec un potentiel commercial, travaillant avec l'écosystème de financement pour faciliter l'accès au capital.

3.4.2. Nous adopterons une approche "Afrique d'abord" pour l'approvisionnement en IA et tirerons parti de la Zone de Libre-

Échange Continentale Africaine (ZLECAF) pour faciliter le développement transfrontalier de projets, produits et services. Cet effort comprendra un bac à sable d'innovation en IA africaine, un bac à sable réglementaire ZLECAF et des centres de recherche en IA.

3.5. Investissement

3.5.1. Un Fonds Africain pour l'IA de 60 milliards de dollars sera créé, mobilisant des capitaux publics, privés, et philanthropiques, pour créer une économie africaine de l'IA sûre, inclusive et compétitive grâce à des investissements fondamentaux et catalytiques.

3.5.2. Le Fonds investira dans le développement et l'expansion de l'infrastructure d'IA, le développement des entreprises africaines d'IA, la constitution d'un solide vivier de praticiens de l'IA et le renforcement des capacités nationales de recherche en IA, tout en respectant les principes d'équité et d'inclusion.

3.6. Gouvernance

3.6.1. Nous soutiendrons l'adoption de politiques nationales d'IA innovantes et responsables, et de cadres de gouvernance alignés sur la Stratégie Continentale d'IA de l'Union Africaine.

3.6.2. Pour rationaliser les approches politiques et réglementaires en Afrique, nous soutenons l'établissement d'une plateforme de partage des connaissances à l'échelle du continent pour informer sur les meilleures pratiques en matière de gouvernance de l'IA, y compris des boîtes à outils politiques et des bacs à sable réglementaires pour l'IA.

3.6.3. Pour permettre l'harmonisation avec les cadres nationaux, nous promovons la coopération intergouvernementale et régionale, y compris des cadres robustes pour les flux de données transfrontaliers.

3.7. Coopération Institutionnelle

3.7.1. Nous approuvons la création du Conseil Africain de l'IA, sous la direction du Comité de Pilotage de Smart Africa qui est co-présidé par la Commission de l'Union Africaine et l'Union Internationale des Télécommunications, pour assurer un engagement de haut niveau et un alignement stratégique avec les efforts continentaux et mondiaux de transformation numérique.

3.7.2. Nous reconnaissons le rôle stratégique que le Conseil jouera dans la définition de la position de l'Afrique au sein de l'économie mondiale de l'IA en mobilisant des experts du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire.

EN FOI DE QUOI, nous, les ministres et représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, avons signé la présente déclaration.

FAIT à Kigali, Rwanda, ce quatrième jour d'avril deux mille vingt-cinq.

Signatures: Smart Africa, L'Union Africaine, Algeria, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroon, Central African Republic, Chad, Comoros, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypt, Equatorial Guinea, Eritrea, Eswatini, Ethiopia, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Libya, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Namibia, Niger, Nigeria, Republic of the Congo, Rwanda, São Tomé and Príncipe, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Somalia, South Africa, South Sudan, Sudan, Togo, Tunisia, Uganda, Zambia, Zimbabwe.

Paiements numériques

L'Afrique vise les 1 500 milliards de dollars d'ici 2030

Un nouveau rapport réalisé par Genesis Analytics pour Mastercard révèle que l'économie des paiements numériques en Afrique pourrait atteindre 1 500 milliards de dollars à l'horizon 2030. Une évolution rendue possible par une adoption massive des technologies financières, une forte croissance des fintechs, et un engagement accru en faveur de l'inclusion financière, notamment dans les zones rurales.

● Nicole Esso

L'Afrique est en train d'écrire une nouvelle page de son histoire économique grâce à la transformation numérique. D'après le rapport commandé par Mastercard, le volume de l'économie des paiements numériques pourrait atteindre 1 500 milliards de dollars d'ici 2030. Une projection ambitieuse qui s'appuie sur la progression fulgurante de l'utilisation des solutions digitales, notamment dans les secteurs informels, au bénéfice des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui représentent plus de la moitié du PIB africain. Pour accompagner cette mutation, Mastercard a défini trois axes majeurs : Soutien aux MPME à travers des outils comme Tap on Phone ou SME-in-a-Box, les entrepreneurs peuvent aujourd'hui numériser leurs transactions, gérer plus efficacement leur comptabilité et accéder à des programmes de crédit digitalisés comme Track Micro Credit. Développement des fintechs entre 2000 et aujourd'hui, les fintechs africaines ont levé 6 milliards de dollars, dont la moitié en six ans seulement. Mastercard accélère ce mouvement grâce à des partenariats stratégiques avec des leaders comme M-Pesa au Kenya ou MTN Group Fintech. Extension des paiements transfrontaliers : avec près de 100 milliards de dollars de transferts



de fonds reçus en Afrique en 2023, l'enjeu est désormais de rendre ces flux plus rapides, moins coûteux et plus sécurisés. La plateforme unifiée de Mastercard, développée en partenariat avec des institutions telles qu'Access Bank ou Equity Bank, répond à cet objectif.

Boom des paiements digitaux

Ce rapport confirme une tendance lourde : l'Afrique est à la croisée des chemins en matière de finance numérique. Le boom des paiements digitaux est alimenté à la fois par la pénétration rapide d'Internet (+20 % par an prévue) et par une prise de conscience accrue du potentiel inclusif des technologies financières. L'inclusion financière progresse de 6 % par an, renforçant la résilience économique des populations vulnérables. L'initiative Community Pass, qui ambitionne de connecter 100 millions de personnes en dix ans, s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Au-delà des chiffres, cette évolution est avant tout sociétale : elle transforme la relation des Africains à l'argent, au commerce et à l'investissement.

Elle contribue à structurer une économie plus formelle, plus traçable, et donc plus attractive pour les investisseurs et les gouvernements.

Digitalisation accélérée des échanges

Ce tournant intervient dans un contexte mondial marqué par une digitalisation accélérée des échanges et une montée en puissance des technologies disruptives. Face à la fragilité des chaînes de valeur traditionnelles, exacerbée par des crises comme celle du COVID-19 ou les tensions géopolitiques, l'Afrique se positionne comme un laboratoire d'innovation financière. Des géants comme Mastercard y voient un terrain fertile, capable de générer une croissance inclusive et durable. En investissant dans l'écosystème local, en soutenant les entrepreneurs et en modernisant les infrastructures de paiement, Mastercard et ses partenaires contribuent non seulement à faire émerger une nouvelle économie numérique africaine, mais aussi à inscrire le continent dans le cercle des puissances digitales de demain.

Huawei au Sénégal

Des smartphones à partir de 8 000 FCFA

Le Sénégal franchit un cap décisif dans sa stratégie de transformation digitale avec une initiative audacieuse : proposer des smartphones à partir de 8 000 FCFA (environ 14 dollars). Cette annonce, fruit d'un partenariat stratégique entre le gouvernement sénégalais et Huawei, s'inscrit dans le cadre du « New Deal Technologique » visant à démocratiser l'accès au numérique pour tous.

Actuellement, bien que 60 % des Sénégalais aient accès à Internet et que le pays compte plus de 21 millions de connexions mobiles actives, une part importante de la population — notamment en zone rurale — reste exclue de la révolution numérique à cause du coût élevé des équipements. L'objectif est donc clair : réduire la fracture numérique, connecter les populations aux services publics digitalisés, à l'éducation en ligne et à de nouvelles opportunités économiques. Huawei, partenaire technologique majeur dans la région, ne se limite

pas à la fourniture de smartphones abordables. L'entreprise s'engage également à renforcer l'infrastructure numérique du pays à travers le déploiement de la 5G, le développement du haut débit, et la création d'un cloud souverain pour héberger les données et services publics du Sénégal. Le projet s'inscrit dans un plan d'investissement plus large : 1 105 milliards de FCFA (environ 1,7 milliard de dollars) alloués à la transformation numérique du pays d'ici 2034. Toutefois, le succès de cette initiative dépendra aussi de la formation des citoyens. À ce jour,

seulement 45 % des adultes sénégalais disposent des compétences numériques de base. Le gouvernement prévoit donc d'accompagner cette distribution massive de smartphones avec des formations en littératie numérique et en cybersécurité. Cette alliance avec Huawei pourrait bien ouvrir la voie à un Sénégal véritablement connecté et inclusif d'ici 2030, à condition que les infrastructures suivent et que la population soit formée à un usage responsable et sécurisé du numérique.

Avec afriqueitnews.com

Afrique

Un fonds fiduciaire afin de juguler la faim chez les enfants d'âge scolaire

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé le 20 mars 2025 à Abidjan, la création du Fonds fiduciaire pour l'élimination de la faim chez les enfants d'âge scolaire en Afrique (Fonds ESAH, pour Ending School-Age Hunger in Africa, en anglais). L'objectif du Fonds est de renforcer les programmes d'alimentation scolaire dans les pays africains ciblés, en développant les initiatives existantes et en en créant de nouvelles afin que davantage d'enfants en Afrique aient accès à des repas nutritifs pendant qu'ils sont à l'école.

● Junior Aredola

La mise en œuvre du Fonds, menée de concert avec le Fonds africain de développement, le guichet de prêts à taux concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement, enregistre la participation de la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF, sigle en anglais) qui a déjà donné la preuve de son engagement en signant une lettre d'engagement de 50 millions de dollars américains en vue de la création du fonds fiduciaire. La Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance et la Banque ont signé en septembre 2024, une lettre d'intention, par laquelle la CIFF s'engageait à fournir jusqu'à 50 millions de dollars américains pour la création du Fonds fiduciaire, en présence de Sa Majesté le roi Letsie III du Lesotho, champion des dirigeants africains pour la nutrition et champion de la nutrition de l'Union africaine. Par ailleurs, la Fondation a indiqué qu'elle



était pleinement disposée à verser 50 millions de dollars supplémentaires au Fonds, une fois que la Banque aurait effectivement effectué sa contribution initiale. La CIFF s'est engagée à soutenir des activités de mobilisation de ressources plus étendues afin d'attirer davantage de bailleurs vers le Fonds. Parallèlement, la Banque africaine de développement cherche à intéresser d'autres organisations philanthropiques, telles que la Fondation Aliko Dangote, afin de renforcer la base de donateurs du Fonds. Le Fonds fiduciaire pour l'élimination de la faim chez les enfants d'âge scolaire en Afrique soutiendra notamment les activités contribuant directement aux initiatives d'alimentation scolaire, en assu-

rant la fourniture d'aliments nutritifs aux enfants, tout en favorisant l'essor des petites et moyennes entreprises qui fournissent des prestations liées à ces programmes. Il est prévu qu'il offre, le cas échéant, une assistance technique essentielle aux gouvernements, les encourageant à donner la priorité aux programmes d'alimentation scolaire en tant que mécanisme vital pour renforcer le développement socioéconomique, assurer la rétention des élèves à l'école, améliorer les résultats de l'apprentissage et la protection sociale. « Le Fonds ESAH s'emploiera à obtenir un engagement de cinq ans de la part des États ciblés, ce qui correspond à la durée standard de mise en œuvre des projets d'investissement de la Banque.

Burkina Faso

Le pays interdit les exportations de noix de cajou jusqu'à nouvel ordre

Le Burkina Faso exporte principalement sa récolte de noix de cajou sous forme brute comme la majorité des pays producteurs d'Afrique de l'Ouest. Le gouvernement qui aspire à renforcer la transformation au niveau local prend de nouvelles dispositions dans le cadre de cette ambition.

Le Burkina Faso, le gouvernement a décidé de suspendre l'exportation d'anacardes sous forme brute jusqu'à nouvel ordre. Cette mesure entrée en vigueur depuis le 28 mars dernier a été annoncée dans un communiqué gouvernemental publié le 2 avril par le Conseil burkinabé de l'Anacarde. Selon les autorités, l'initiative vise notamment à rendre disponible la matière première pour garantir un approvisionnement suffisant des unités locales de transformation qui peinent à fonctionner à pleine capacité. D'après le service indépendant de conseil commercial N'kalô, le Burkina Faso n'a transformé que 16 000 tonnes de noix de cajou en 2024 soit environ 10 % de sa récolte



de cette année alors même que la capacité installée de transformation dans le pays est évaluée à 30 000 tonnes depuis 2021, selon les données officielles. Avec l'interdiction des exportations d'anacardes, le gouvernement cherche non seulement à dynamiser son industrie locale, mais aussi à améliorer la valeur ajoutée locale. Toutefois, le succès de cette initiative dépendra de la capacité des unités industrielles à absorber l'offre et à proposer des prix compétitifs aux producteurs. Il convient de no-

ter que le Burkina Faso n'est pas le seul pays d'Afrique de l'Ouest à adopter une telle approche. Depuis l'année dernière, le Bénin, 4ème producteur de la sous-région derrière la Côte d'Ivoire, le Nigéria et la Guinée-Bissau, interdit aussi l'exportation de noix de cajou brutes pour stimuler sa propre industrie de transformation. Rappelons que dans le pays des Hommes intègres, la campagne anacardièrre de 2025 a démarré le 15 février dernier.

Avec [Agence Ecofin](http://AgenceEcofin)

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 4 avril 2025

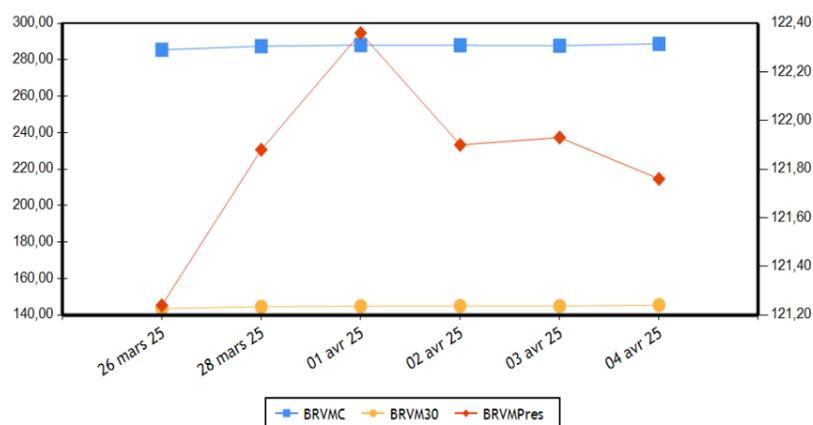
N° 65

BRVM COMPOSITE	288,73
Variation Jour	0,34 %
Variation annuelle	4,60 %

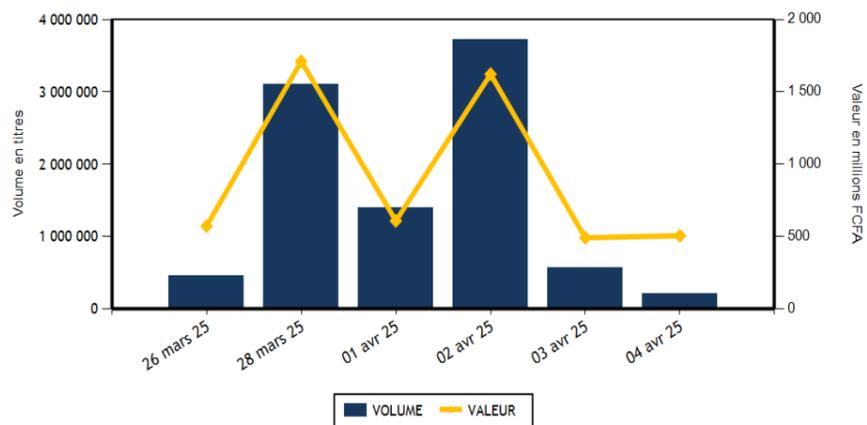
BRVM 30	145,47
Variation Jour	0,39 %
Variation annuelle	4,85 %

BRVM PRESTIGE	121,76
Variation Jour	-0,14 %
Variation annuelle	6,03 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 829 125 019 160	0,34 %
Volume échangé (Actions & Droits)	215 138	-62,13 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	498 537 290	1,90 %
Nombre de titres transigés	43	7,50 %
Nombre de titres en hausse	14	7,69 %
Nombre de titres en baisse	19	11,76 %
Nombre de titres inchangés	10	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 490 405 402 257	-0,01 %
Volume échangé	808	64,90 %
Valeur transigée (FCFA)	7 615 900	186,94 %
Nombre de titres transigés	4	300,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	3	200,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 085	4,25 %	-5,23 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	4 105	3,92 %	30,32 %
FILTISAC CI (FTSC)	3 200	3,23 %	72,97 %
SOGB CI (SOGC)	5 700	2,70 %	23,64 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	15 150	1,68 %	-13,43 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CIE CI (CIEC)	2 625	-2,78 %	19,59 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 350	-2,29 %	2,17 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 710	-2,17 %	5,24 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	955	-2,05 %	8,52 %
BERNABE CI (BNBC)	1 040	-1,89 %	-2,35 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	121,76	-0,14 %	6,03 %	19 436	197 553 325	10,12
BRVM-PRINCIPAL	37	156,38	-0,05 %	13,23 %	195 702	300 983 965	11,28

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	139,39	0,08 %	18,77 %	14 539	50 397 880	19,03
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	740,18	1,00 %	-3,12 %	8 650	101 996 065	10,27
BRVM - FINANCES	15	113,43	-0,35 %	11,48 %	164 309	249 480 075	7,13
BRVM - TRANSPORT	2	335,74	-0,70 %	2,18 %	2 174	2 980 610	4,24
BRVM - AGRICULTURE	5	235,56	0,75 %	19,53 %	9 913	48 545 095	12,52
BRVM - DISTRIBUTION	7	376,69	-0,90 %	12,35 %	9 566	17 425 620	22,16
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	667,60	0,00 %	2,79 %	5 987	27 711 945	22,76

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	96,19	1,14 %	-3,81 %	7 354	96 210 750	10,18
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	97,65	0,61 %	-2,35 %	10 925	32 098 625	22,40
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	111,48	-0,35 %	11,48 %	164 309	249 480 075	7,13
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	119,86	0,17 %	19,86 %	10 562	55 114 515	18,38
BRVM - INDUSTRIELS	7	117,23	0,59 %	17,23 %	12 414	30 883 920	8,58
BRVM - ENERGIE	4	117,35	-1,44 %	17,35 %	8 278	28 964 090	18,88
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	117,53	-2,22 %	17,53 %	1 296	5 785 315	12,68

Tensions commerciales

L'escalade entre les Etats-Unis et la Chine fait plonger les Bourses

Les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine entraînent une chute spectaculaire des Bourses. Le CAC 40 perd tous ses gains de l'année, avec des baisses marquées chez ArcelorMittal et Saint-Gobain. Wall Street suit le mouvement, tandis que les investisseurs se réfugient dans la dette, signalant une inquiétude croissante sur l'avenir commercial mondial.

La réplique chinoise aux droits de douane annoncés par Donald Trump a fait plonger l'ensemble des Bourses ce vendredi. L'indice vedette de la Bourse de Paris a ainsi effacé tous ses gains depuis le 1er janvier. Tandis que Londres et Francfort finissaient la journée à -4,95%, le CAC 40 dégringolait de 4,26 %, pour s'établir à 7 274,95 points. ArcelorMittal chutait de 8,33 % à Paris, Saint-Gobain de 7,74 %, Schneider Electric de 6,66 %, Airbus de 7,04 %, Thalès de 5,74 % et TotalEnergies de 6,24 %. Les banques dévissaient également de façon spectaculaire : Société Générale perdait 10,45 %, BNP Paribas 6,82 %. « Les banques étaient le segment de marché qui avait le mieux performé en Europe notamment depuis le début de l'année. En vertu de cette gravité qui se rappelle aux marchés d'actions, naturellement, c'est ce qui a monté le plus qui baisse le plus dans ce mouvement de correction », commente Vincent Juvyns, membre de l'équipe stratégie de JPMorgan AM.

Wall Street chute après le discours du



président de la Fed

La Bourse de New York a chuté après que le président de la banque centrale américaine, Jay Powell, a déclaré vendredi que les droits de douane mis en place par Donald Trump risquaient de se traduire par moins de croissance, plus d'inflation et plus de chômage aux États-Unis. Vers 17 h 40, le Dow Jones perdait 3,63%, l'indice Nasdaq lâchait 4,30% et l'indice élargi S&P 500 cédait 4,01%, après avoir brièvement plongé de plus de 5%. La veille, l'indice Nasdaq avait connu sa pire séance depuis mars 2020 (-5,97%), et l'indice élargi S&P 500 sa plus forte baisse en clôture depuis juin 2020 (-4,84%). « Les mesures de rétorsion de la Chine annoncent le début d'une escalade » entre les deux géants économiques de la planète et c'est tout « ce que le marché craint »,

commente Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés à IG France.

Un tournant dans l'histoire du commerce mondial

« Une grande incertitude règne parmi de nombreux acteurs de marché quant à l'évolution future de la politique commerciale extérieure des États-Unis. Les investisseurs tirent désormais la sonnette d'alarme, notamment dans les secteurs et entreprises fortement sensibles à la conjoncture », commente Andreas Lipkow, analyste indépendant. « Le 2 avril restera comme un tournant dans l'histoire du commerce mondial. Les annonces de Donald Trump ont déclenché une onde de choc : marchés en tension, inflation relancée, partenaires commerciaux sur la défensive », a commenté John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. Sur les marchés, les investisseurs se ruent vers les valeurs refuge, notamment le marché de la dette, qui leur garantit un rendement. Les emprunts souverains se détendent très nettement, signe de l'appétit des investisseurs.

Avec latribune.fr

Semi-conducteurs

Les vraies raisons de la co-entreprise Intel-TSMC

Numéro un mondial des semi-conducteurs, la firme taïwanaise a accepté de prendre une participation de 20 % au capital d'une co-entreprise formée avec son concurrent américain Intel, mal en point.

Dans le monde très concurrentiel des semi-conducteurs, c'est l'information à ne pas rater ce vendredi : selon le média The Information, le groupe américain Intel et le taïwanais TSMC vont créer co-entreprise aux États-Unis. Toute l'activité de fabrication de puces informatiques d'Intel y sera logée. TSMC, fabricant de plus de 60 % des puces du globe, aurait accepté de prendre une participation de 20 % au capital de cette nouvelle entité. Le solde sera contrôlé par Intel et d'autres grands acteurs américains du secteur, dont l'identité n'a pas été dévoilée. Le montage financier aurait été suggéré par la Maison-Blanche, participante des discussions. Pour l'instant, les deux firmes n'ont pas commenté ces informations.

Voici les deux principaux avantages que vont retirer Intel et TSMC grâce à ce nouveau « mariage » technologique.

Permettre à Intel de renaître dans l'IA

Pour Intel, la principale raison de cette co-entreprise est la suivante : le géant américain traîne dans la course à l'intelligence artificielle, et le savoir-faire de TSMC en la matière pourrait lui être d'une grande aide. Tout particulièrement dans la fabrication des puces adaptées à l'IA, qui demandent de plus en plus en puissance de calcul et de miniaturisation. Selon d'anciens cadres d'Intel, contactés par Reuters, les puces IA d'Intel, à destination de clients externes, ont connu des déconvenues

ces derniers mois : le groupe n'aurait pas été en mesure d'offrir un niveau de service client et de support technique comparable à celui du géant taïwanais, avec des retards et échecs, lors de tests. L'année dernière, ces déboires ont été sanctionnés par une perte nette de 18,8 milliards de dollars, et une baisse de 60 % du titre boursier d'Intel. Ces difficultés ont aussi provoqué le départ de son PDG Pat Gelsinger, malgré ses efforts pour développer l'activité « fonderie » de l'entreprise, soit des usines ultra-sophisticées capables de fabriquer des puces électroniques. D'après The Information, en échange de sa prise de capital, TSMC va donc partager avec Intel ses procédés technologiques, certains étant des secrets bien gardés.

Avec latribune.fr

IA

L'Europe cherche toujours sa voie pour créer des géants mondiaux

S'affranchir de la dépendance numérique des États-Unis et, à cet effet, créer des champions français et européens : si la conscience de cette nécessité prend forme, les start-up qui innovent dans l'intelligence artificielle rencontrent encore de nombreux freins. Un sujet abordé lors du forum Tech for Future organisé par La Tribune ce 1er avril.

L'heure du sursaut est-elle enfin arrivée ? Depuis, d'un côté, le lancement de Stargate, le projet à 500 milliards de dollars de Donald Trump pour porter l'intelligence artificielle (IA), et de l'autre, l'irruption de l'IA chinoise DeepSeek qui se veut plus frugale, faisant naître l'espoir qu'il est encore possible de rebattre les cartes sur l'échiquier mondial, « on sent une prise de conscience, y compris chez les citoyens », de la nécessité d'une indépendance numérique de l'Europe, estime Anne Bouverot, envoyée spéciale pour le Sommet de Paris sur l'IA et présidente de l'Ecole normale supérieure.

« Plafond de verre »

Ce n'est pas les jeunes pousses de l'IA qui la contrediront. « J'ai été ridiculisé par mes confrères de la tech et par les clients qui me disaient que c'était plus que naïf d'avoir l'audace de croire qu'on serait, à un moment, en capacité d'amener le même niveau d'offre, de performance ou d'excellence que nos 'cousins' américains », déplore Arnaud



Muller, PDG et fondateur de Cleyrop, une plateforme souveraine de gestion de données. « Grâce à Trump et Musk, aujourd'hui, on nous dit : heureusement que vous aviez déjà pris conscience de cela il y a cinq ans, parce qu'on va peut-être avoir besoin de votre solution », confie le dirigeant de cette start-up qui avait démarré sur des segments de marché sensibles tels que la défense, le nucléaire et les opérateurs d'intérêt vital. Néanmoins, « on n'est toujours pas au stade où le marché est assez mature pour nous passer des commandes conséquentes et rapides ». Et de soupirer : « Ceux qui achètent sont des héros de la nation et je peux

les compter sur mes deux mains ».

Paiement à la tâche

Reste, pour les entreprises de l'IA, à trouver des modèles économiques. Celui d'Open AI, qui lève beaucoup de cash tout en accusant des pertes, est en tension. Entre les coûts qui augmentent, des besoins d'infrastructure et une rentabilité qui peine à venir, le secteur tente de résoudre des équations complexes. Dans ce contexte, la manne pourrait se situer dans les cas d'usage pour les entreprises. « Depuis deux ou trois ans, il y a une vélocité de changement de modèles qui fait perdre la tête aux entreprises. Or elles ont besoin de prévisibilité dans le déploiement des cas d'usage auprès de leurs équipes », argumente Gabriel Hubert, cofondateur de Dust. Dès lors, « il y a beaucoup de valeur à capturer la couche applicative », affirme le dirigeant de cette start-up qui se concentre sur des agents IA spécialisés et adaptés aux entreprises clientes.

Avec latribune.fr

Jeu vidéo

Ubisoft crée une filiale pour ses marques fortes

Le paquet comprend les séries «Assassin's Creed», «Far Cry» et «Rainbow Six». Le partenaire chinois prend 25% du capital.

Empêtré dans des difficultés financières, le géant français des jeux vidéo Ubisoft accélère sa transformation en annonçant jeudi une nouvelle filiale, lancée en partenariat avec le groupe chinois Tencent et qui réunira ses marques les plus fortes, dont sa série à succès «Assassin's Creed». Valorisée 4 milliards d'euros, cette entité sera détenue à hauteur d'environ 25% par Tencent, qui apportera 1,16 milliard d'euros d'argent frais, et réunira également les sagas «Far Cry» et «Rainbow Six», qui comptent parmi les plus populaires et lucratives du groupe tricolore.

Une semaine après «Shadows»

Cette annonce, qui intervient une semaine après le lancement réussi du jeu «Assassin's Creed Shadows» dont dépendait une partie de l'avenir d'Ubisoft, est assortie de plusieurs conditions : l'entreprise française ne pourra pas perdre sa majorité dans la



terme de ces franchises», a-t-il ajouté.

« Garder le contrôle »

Le choix des dirigeants d'Ubisoft s'est porté sur la création de cette filiale car «elle permettrait à Ubisoft de garder le contrôle de ses actifs clés, en vue de créer de très grosses marques multimilliardaires dans les prochaines années», a-t-il poursuivi, alors que davantage de détails sur le fonctionnement du groupe seront annoncés dans un second temps. À la clôture de la Bourse de Paris jeudi soir, l'actuel Ubisoft était valorisé à hauteur de 1,7 milliard d'euros, soit plus de deux fois moins que la nouvelle filiale à elle seule. Basée en France et consolidée dans les comptes d'Ubisoft, cette nouvelle structure aura sous sa responsabilité les équipes travaillant sur les trois principales sagas de l'éditeur, notamment dans les locaux de Montréal qui comptent parmi les plus importants de l'entreprise.

(AFP)

Entre ombres et lueurs d'espoir

L'Afrique de l'Ouest en quête de stabilité

L'envoyé de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel a dressé, jeudi dernier, un tableau contrasté de cette région en proie à une menace terroriste croissante, mais marquée par des progrès diplomatiques et des initiatives encourageantes.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'organisation pour l'Afrique de l'Ouest, Leonardo Santos Simão, a mis en lumière l'ampleur de la crise qui frappe certaines parties du Sahel, où des groupes terroristes continuent de semer le chaos, notamment dans le bassin du lac Tchad. Le Représentant spécial en a fait lui-même le constat lors d'une visite récente au Nigéria. « Bama, une ville qui comptait autrefois 300.000 habitants, est aujourd'hui dévastée par Boko Haram et abrite de vastes camps de personnes déplacées », a rapporté M. Simão, qui participait à la réunion par visioconférence depuis Dakar, au Sénégal. Dans ce contexte, l'une des préoccupations majeures de M. Simão, qui est à la tête du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de

l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), réside dans l'affaiblissement des mécanismes de sécurité régionaux. Il a ainsi rappelé l'importance de la Force multinationale mixte (FMM), une coalition regroupant le Tchad, le Cameroun, le Nigeria, le Niger et le Bénin - la seule entité sécuritaire pleinement opérationnelle dans la région. Or, cette dernière se trouve fragilisée par l'annonce, le 29 mars, du retrait du Niger de la force. Le chef de l'UNOWAS a toutefois salué l'émergence de nouvelles structures comme la « Force conjointe » anti-jihadiste, créée l'an dernier par l'Alliance des États du Sahel formée par le Mali, le Burkina Faso et, justement, le Niger. « Elle contribue à la stabilisation et offre un contexte propice au renforcement de la présence de l'État », a-t-il estimé.

Des avancées politiques fragiles mais réelles

Dans un contexte marqué



● © UNICEF/KC Nwakalor. Des enfants dans un camp pour personnes déplacées à Maiduguri, dans le nord-est du Nigéria (archive).

par les tensions, certains pays entreprennent des démarches pour retrouver un semblant de normalité. Au Mali, « le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) vise à intégrer 3.000 anciens combattants, dont 2.000 ont déjà rejoint les forces armées », a notamment indiqué M. Simão. D'autres nations, comme la Guinée, où des élections devraient avoir lieu d'ici la fin de l'année, et le Burkina Faso, dont les autorités déclarent contrôler plus de 70 % du territoire, tentent de rétablir une gouvernance stable en menant des consultations nationales. En Mauri-

tanie, un dialogue a été amorcé entre le gouvernement et l'opposition, tandis qu'en Gambie, une rencontre entre le président Adama Barrow et son principal opposant Ousainou Darboe a ravivé les espoirs d'une transition démocratique plus apaisée.

Les civils en première ligne

Les civils continuent de payer le plus lourd tribut aux conflits en cours. Le Représentant spécial a exprimé son inquiétude quant aux « informations faisant état de civils non armés pris pour

cible dans la lutte contre le terrorisme », un phénomène qui met selon lui à mal l'État de droit. L'insécurité a également un impact direct sur l'accès à l'éducation. Des milliers d'écoles restent en effet fermées, compromettant l'avenir de générations entières. « L'UNOWAS continuera de plaider en faveur de la mise en œuvre de la résolution 2601 (2021) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la protection de l'éducation en période de conflit », a-t-il assuré.

Des raisons d'espérer

Si la situation de la région demeure fragile, des signes d'apaisement entre pays émergent. « Le Cameroun et le Nigéria ont réaffirmé leur volonté de résoudre les derniers points de désaccord » sur leur frontière commune, un exemple, selon M. Simão, des bénéficiaires du dialogue diplomatique. Il a rappelé l'importance d'un engagement collectif face aux crises qui secouent l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. « Quatre-vingts ans après leur création, les Nations unies restent plus vitales que jamais », a-t-il affirmé, appelant la communauté internationale à unir ses efforts au service des populations de la région. Alors que celle-ci oscille entre instabilité et initiatives prometteuses, une chose reste certaine : seule une action concertée et durable permettra de transformer ces avancées fragiles en un avenir prospère.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Pluton en cet aspect s'avérera faste sur le plan financier. Vos placements et vos investissements seront très rentables. Mais attention : Pluton pourra se retourner contre vous si vous manquez de vigilance ou si vous vous montrez déraisonnable.

Taureau Le Ciel astral sera relativement calme sur le plan financier. Jupiter devrait protéger vos affaires pécuniaires. Mais attention toutefois à l'impact de Pluton, qui pourrait vous faire oublier votre habituelle prudence en matière d'achats et de placements. Ne prenez pas de décision importante sur un coup de tête. Mieux vaudra, au contraire, réfléchir longuement et prendre conseil de personnes averties.

Gémeaux Attention aux imprudences en matière pécuniaire. Vous n'aurez pas intérêt à écouter les conseils de vos proches au cours de cette journée. Tant pis s'ils vous reprochent d'être trop près de vos sous : c'est vous qui serez dans le vrai.

Cancer Climat astral nettement ambigu côté argent. Saturne influencera votre secteur d'argent. Saturne étant une planète de restriction et de limitation, inutile de vous dire qu'il vous promet une période de vaches maigres, où vous devrez surveiller de près vos dépenses. Mais Jupiter sera aussi là. Est-ce vraiment un bienfait ? Certes, Jupiter étant la planète de la chance, il va sans doute vous aider à renflouer votre budget. Mais cet astre est aussi celui qui rend le plus dépensier !

Lion En matière d'opérations financières, l'impulsivité sera mauvaise conseillère. Adoptez une attitude prudente, sans pour autant vous cantonner dans l'immobilisme. Vous serez bientôt mieux inspiré.

Vierge Cet aspect de Pluton pourra provoquer des dépenses imprévues mais inévitables. Pire, cette configuration risque en plus de vous pousser à effectuer des achats totalement inutiles et ruineux, quitte à contracter des emprunts trop lourds pour vous offrir ce dont vous rêvez. Méfiez-vous, cela vous déséquilibrerait financièrement pour de longs mois ! Un élément important à noter : l'influence de Jupiter dans

Balance Ne succombez pas à la tentation des combinaisons financières plus ou moins douteuses ou à la limite de la légalité. Même si elles peuvent vous aider à passer un cap difficile, elles laisseront des séquelles très pénibles et peut-être même catastrophiques.

Scorpion Attendez-vous à recevoir un cadeau du Ciel : une somme d'argent provenant soit de l'issue d'un procès, soit d'une assurance, soit d'une indemnité ou encore d'un héritage.

Capricorne Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Évitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à des problèmes d'ordre légal.

Sagittaire Pour ceux qui désirent investir dans la pierre, la journée sera propice. Bons placements également dans la restauration, la coiffure, et tout commerce en relation avec la diététique, les produits naturels. Les astrologues et voyants, eux aussi, seront favorisés.

Verseau Vous aurez encore intérêt à surveiller de plus près votre équilibre financier et à contrôler vos envies de dépenses. Si vous avez un achat important à faire, ou des placements à revoir, réfléchissez longuement avant d'agir, et méfiez-vous de ceux qui donnent des conseils à la légère, sans savoir vraiment de quoi ils parlent.

Poisson Neptune et Uranus influenceront votre secteur argent. Conséquence : vous devriez rester assez vigilant. Ces deux planètes sont plutôt positives, mais il faut toujours se méfier de possibles imprévus avec Uranus, et d'erreurs dans les comptes ou les factures avec Neptune. Tout ira bien si vous ne vivez pas sur le fil du rasoir. Si vous êtes prévoyant, vous vous en sortirez quoi qu'il arrive ; mais les imprudents qui videront leur compte en banque pourront ensuite avoir quelques petits problèmes.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



SAVE THE DATE

**8 APRIL
2025**

Exploring Portfolio Investment
Opportunities in West Africa

📍 London Stock Exchange

🕒 09:00 - 16:30

The BRVM Investor Roadshow returns to London this April, with **Benin** as the guest country. Join us for valuable insights into the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) capital market.

www.brvminvestmentdays.com



Salubrité

L'opération Togo propre relancée

« L'opération Togo propre », suspendue en raison des restrictions sanitaires liées à la Covid-19, a été relancée le samedi 5 avril sur toute l'étendue du territoire du pays. La mairie de la commune Golfe 2, en collaboration avec le Comité de développement du quartier (CDQ) « Atsanti Lomé 2 », a nettoyé ses neuf quartiers.

Munies de râtaux, balais, houes, paniers, pelles, coupe-coupe, tracteur et camion pour l'enlèvement des ordures, les populations du Golfe 2 ont désherbé, balayé et enlevé les ordures dans les ruelles et coins des quartiers de la commune Golfe 2. Cette opération de salubrité vise à lutter contre l'insalubrité et à encourager les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets. Elle consiste aussi en un grand nettoyage des espaces publics, des rues, des marchés et des lieux de rassemblement et de sensibiliser la population à s'intéresser à la salubrité de leur milieu et alentour. Le maire de la commune Golfe 2, Konou Noukafou Kodjo a indiqué que « la mobilisation est grande partout, dans le marché de Nukafou, de Kégué et dans presque tous les quartiers, chacun a voulu contribuer à la propreté de la commune,



chacun s'implique dans le développement et l'assainissement de la commune. Il a souligné que le cap sera maintenu et respecté chaque 1er samedi afin d'assainir le Togo. Le maire Konou a saisi l'occasion pour sensibiliser la population sur le bien fondé de la propreté autour de soi et lancer un appel à la mobilisation générale pour relayer les informations sur les bienfaits de Togo-propre chaque 1er samedi du mois. Pour Mme Amévo Afi, coordinatrice des CDQ de la commune Golfe 2, cette relance

vient réveiller la population, par rapport à cet acte civique pour un environnement sain. « Notre message va à tout le monde, à toute concession. Toute concession doit sortir pour balayer sa devanture jusqu'aux ruelles. Nous invitons la population à mettre dans son agenda que chaque premier samedi du mois, tout Togolais, toute personne habitant sur le territoire togolais, doit sortir et arranger de sa devanture jusqu'à la rue », a conclu Mme Amévo.

Avec ATOP/SED/BV/KYA

PSG

Désiré Doué régale toujours Luis Enrique

Brillant face à Angers, Désiré Doué a confirmé sa bonne forme du moment. Un atout très important pour le sprint final.

C'était une fête annoncée. Samedi après-midi, sous un sublime soleil, le PSG recevait Angers avec la ferme intention de célébrer officiellement son titre de Champion de France. Pour cela, un match nul suffisait. Mais pour Luis Enrique, s'il fallait évidemment être très sérieux, il fallait aussi préparer la réception d'Aston Villa en quart de finale de la Ligue des champions mercredi. Pour l'occasion, le coach espagnol laissait notamment Barcola et Dembélé au repos. Mais pas de panique, le show offensif a été assuré par l'homme en forme de 2025 : Désiré Doué. Le néo-international français, titulaire aux côtés de Gonçalo Ramos et Khvicha Kvaratskhelia, devait assurer l'animation offensive. Et comme à son habitude, il a montré de très belles choses techniquement. Déroulant dans le dribble, rapide, il a joué avec justesse et a été pendant longtemps le seul joueur



capable d'allumer la flamme dans un début de rencontre assez terne. Dans un Parc des Princes beaucoup moins chaud que face à l'OM, Désiré Doué a su réveiller les supporters par des chevauchées qui rappelaient encore et toujours un certain Neymar.

Désiré Doué brille toujours

C'est au retour des vestiaires qu'il a été récompensé. Si son coéquipier Kvaratskhelia s'est montré maladroit, il

ne l'a pas été au moment de délivrer un centre millimétré pour Doué qui a catapulté le ballon au fond des filets. Un sublime but qui l'a ensuite lancé un peu plus dans son match. Sur quelques autres situations, il a été impactant, mais toujours avec ce petit manque dans le dernier geste. Pas de quoi frustrer les supporters parisiens qui lui ont d'ailleurs réservé une très belle ovation au moment de sa sortie. « J'ai été marqué par la maturité de l'équipe malgré sa jeunesse. Je suis très chanceux d'avoir à disposition des joueurs aussi flexibles, intelligents et généreux pour attaquer et défendre », expliquait Luis Enrique en conférence de presse. S'il a cité Kvara comme exemple, l'implication de Doué dans ce secteur de jeu était à saluer ce samedi. Ce mercredi face à Aston Villa, Doué pourrait bien jouer un rôle, à l'image de ce qu'il avait montré face à Liverpool.

Avec footmercato.net

8ème édition du FESNAD

Le groupe Oyekotan qualifié pour la phase nationale à Lomé

Le groupe folklorique Oyekotan de la commune Ogou 2 dans la préfecture de l'Ogou a été qualifié pour la phase nationale à Lomé à l'issue des compétitions de la phase régionale de la 8ème édition du Festival national des danses traditionnelles (FESNAD) organisées le samedi 05 mars à Atakpamé pour le compte de la région des Plateaux-Est.

Organisée par le ministère de la Communication, des Médias et de la Culture à travers la direction de la promotion des arts et de la culture, cette compétition des groupes folkloriques de la région des Plateaux-Est s'inscrit dans le cadre de la promotion et la sauvegarde des danses traditionnelles en voie de disparition et dans des préparatifs des festivités de l'indépendance du Togo, le 27 avril prochain. Six (06) groupes folkloriques des communes de la région des Plateaux-Est ont pris part à cette compétition. Il s'agit notamment de Kuze-Aledou de la commune Amou 2, Gbedokpo de l'Anié 2, Katchobi de l'Est-Mono 1, Djena Habobo de Haho 1, Sakpate doloumé du Moyen-Mono 2 et la danse



Tchébé du groupe Oyekotan de l'Ogou 2. Cette compétition s'est déroulée sous les regards vigilants d'un jury composé de trois membres, présidé par M. Ali Essowé, agent à la direction des arts et culture des Plateaux. Ces groupes ont été évalués sur la base de 4 critères à savoir l'authenticité, la tenue traditionnelle, l'occupation de la scène et la gestion du temps.

Chaque groupe en place sur le podium a eu droit à une durée de 5 minutes pour démontrer son savoir-faire et ses techniques en chants et danses traditionnelles sous les admirations des autorités et d'un grand public venu pour vivre les danses du terroir des Plateaux. A l'issue de cette compétition, le groupe folklorique Oyékotan de la commune Ogou 2 a été

qualifié dans la région des Plateaux-Est pour la phase nationale à Lomé qui se tiendra le 26 avril. Ce groupe a su tirer son épingle du jeu sur la base de l'authenticité de sa prestation. Le directeur de la promotion des arts et de la culture, Aziati Vinyo a félicité les différents groupes qui ont presté et in-

diqué que le choix du groupe de la commune Ogou 2 ne signifie pas qu'il est le meilleur. « Tous les groupes ont bien démontré leurs talents en chants et danses mais il fallait sur la base des critères énoncés choisir un groupe pour représenter la région des Plateaux-Est, d'où la qualifi-

cation de Oyékotan pour son authenticité » a-t-il souligné. M. Aziati a fait comprendre qu'à travers ces rencontres culturelles le gouvernement entend faire de la culture le socle de développement. Il a invité tout un chacun à valoriser sa tradition et sa culture.

Avec ATOP/KKT/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,65%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).

** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparence internationale 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

• Source : tresor.economie.gouv.fr

* L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À BOIRE AVEC MODÉRATION * PRIX DE VENTE AU DÉTAIL CONSEILLÉ, LA BOUTEILLE DE 65 CL

Nos **65cl** sont partout partout! au Togo



BB
BRASSERIE BB LOMÉ S.A.
LE LABEL QUALITÉ
www.bbome.com
f i in t